

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 mai 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Points 8, 35, 40 et 114 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Débat général

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

**La situation dans les territoires occupés
de l'Azerbaïdjan**

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettre datée du 7 mai 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris au sujet de la lettre datée du 9 décembre 2020 que vous a adressée le Représentant permanent de l'Arménie ([A/75/637-S/2020/1187](#)), distribuée en réponse à ma lettre datée du 16 octobre 2020 ([A/75/525-S/2020/1024](#)).

La lettre dont il est question prouve une nouvelle fois que l'Arménie se retranche dans une attitude singulière, en particulier dans la mesure où il est désormais évident que ce pays n'est pas en mesure de prolonger longtemps ses décennies d'occupation et d'agression contre l'Azerbaïdjan. Cette attitude semble reposer sur une tactique malavisée et futile de propagande et d'accusations infondées ciblant la Turquie et l'Azerbaïdjan, que l'Arménie s'obstine à porter à toutes les tribunes et sur tous les sujets, quel qu'en soit le prix. Cette stratégie n'a pour l'heure servi qu'à révéler au grand jour l'hostilité que l'Arménie manifeste à l'égard de mon pays et de l'Azerbaïdjan, ainsi que de nos peuples.

Tout d'abord, si prompte l'Arménie soit-elle à l'oublier, les règles du droit international concernant la définition et la qualification en droit du crime de génocide sont on ne peut plus claires et n'ont pas besoin d'être reformulées. En ce qui concerne les événements survenus dans l'Empire ottoman en 1915, qu'il faut replacer dans le contexte historique complexe de la Première Guerre mondiale, aucun tribunal compétent n'a rendu de jugement selon les dispositions de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. En outre, la Cour européenne des droits de l'homme a précisé dans ses arrêts (*Perinçek c. Suisse*, 2015 ; *Mercan et autres c. Suisse*, 2017) que la nature de ces événements faisait l'objet d'un débat légitime, notamment parmi les universitaires. Les actions en justice visant à obtenir



des décisions politisées de la part de tribunaux nationaux étrangers concernant ces événements, ainsi que les tentatives d'ériger en infraction l'expression d'opinions qui contestent la vision des faits présentée par l'Arménie et la diaspora arménienne, ont également été rejetées par les tribunaux compétents au cours de la décennie passée.

En résumé, le débat ayant trait aux événements de 1915 relève du domaine des études historiques et universitaires et doit avoir lieu dans ce domaine apolitique, de manière objective et inclusive et en se fondant sur des principes. Les efforts déployés pour falsifier l'histoire et imposer une vision partielle des faits, ainsi que pour travestir les concepts juridiques fondamentaux et leurs origines, s'opposent clairement à cette approche responsable et risquent par ailleurs de mener sur une pente dangereuse de politisation du droit international qui aboutira à la précarisation de celui-ci.

Dans la lettre en question, il est fait référence de manière sélective à certains textes, communications et déclarations, dont beaucoup s'appuient largement sur des sources très limitées et extrêmement douteuses qui sont directement liées à la propagande de guerre et ne revêtent pas la légitimité ni l'autorité requises pour établir une qualification juridique en bonne et due forme ou la vérité historique. La multiplicité de textes, de sources et d'études qui aboutissent à des faits et à des conclusions différents y est également commodément ignorée, de même que la nécessité évidente de poursuivre le travail d'archives et de recherche. Cette lettre démontre donc une fois de plus que l'Arménie est déterminée à empêcher une analyse historique rigoureuse de cette question et à rejeter tout autre point de vue. En effet, les archives arméniennes sont fermées, à quelques exceptions près, tandis que les archives ottomanes sont ouvertes à tous les chercheurs. Il est également révélateur que l'Arménie n'ait pas donné suite à la proposition constructive faite par la Turquie d'établir une commission historique conjointe, qui permettrait de définir une mémoire juste. Cette proposition tient toujours.

Les références erronées, trompeuses et manifestement incomplètes faites au droit turc et à son application sont également profondément regrettables et indignes d'un pays qui se considère comme un membre responsable de la communauté internationale.

Ce qui précède mis à part, permettez-moi également de vous faire part de certains faits « gênants » concernant les attentats commis dans les années 1970 et 1980 contre des diplomates et des citoyens turcs par des organisations terroristes arméniennes, notamment l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA), le Commando justicier du génocide arménien (JCAG) et l'Armée révolutionnaire d'Arménie. Ces attentats, qui ont été menés sur plusieurs continents, perturbant la paix à Paris, Sydney, Vienne, Beyrouth, La Haye et ailleurs, ont coûté la vie à 58 citoyens turcs, dont 31 diplomates et membres de leur famille, ainsi qu'à des dizaines de personnes d'autres nationalités. Les auteurs de ces odieux attentats terroristes, qualifiés simplement de « meurtres » dans la lettre citée en référence, ont toujours été portés aux nues et traités comme des héros nationaux par l'Arménie. Le monument érigé à la mémoire des membres de l'ASALA dans un cimetière militaire d'État à Erevan, l'inhumation, dans ce même cimetière militaire, en mai 2019, de la dépouille du terroriste du JCAG qui a martyrisé notre consul général et notre consul adjoint à Los Angeles en 1973, et la cérémonie de commémoration organisée en août 2019, toujours dans le même cimetière militaire, pour l'un des auteurs de l'attentat terroriste barbare perpétré à l'aéroport d'Ankara Esenboğa en 1982, ne sont que quelques exemples parmi les plus choquants. Nous demandons à l'Arménie de mettre un terme à sa glorification du terrorisme, par laquelle elle encourage ces actes répréhensibles, ainsi qu'à la rhétorique néfaste qui l'accompagne, par laquelle elle encourage la haine à l'égard de personnes innocentes au motif de leur nationalité.

Quant aux nombreuses lettres de l'Arménie, dans lesquelles sont répétées sans relâche des allégations infondées ayant trait à l'implication de la Turquie et de combattants étrangers sur le terrain dans le contexte de la récente libération, par l'Azerbaïdjan, de ses terres occupées en réponse aux actes d'agression entrepris par l'Arménie le 27 septembre 2020, il est pour le moins lamentable que les dirigeants arméniens continuent de recourir à la propagande contre la Turquie.

Nous n'oublierons pas que l'Arménie a occupé des territoires azerbaïdjanais internationalement reconnus, en violation flagrante du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité. Les responsables arméniens et les agents de l'Arménie sont directement responsables des nombreux crimes de guerre commis sur les territoires de l'Azerbaïdjan depuis la fin des années 1980. Du fait des meurtres, des persécutions et des expulsions perpétrés par l'Arménie, plus d'un million d'Azerbaïdjanais ont été victimes d'opérations de nettoyage ethnique, tant en Arménie que dans les territoires azerbaïdjanais alors occupés. Il se trouve que lors de l'agression qu'elle a menée contre l'Azerbaïdjan, c'est l'Arménie qui a enrôlé dans ses unités armées des ressortissants étrangers de différents pays – y compris en embrigadant des volontaires de la diaspora – lesquels ont ensuite été illégalement déployés sur les territoires de l'Azerbaïdjan.

La Turquie rejette totalement et catégoriquement les mensonges forgés de toutes pièces par l'Arménie, qui visent à détourner l'attention de la communauté internationale des violations flagrantes du droit international commises par ce pays pendant près de 30 ans. Il est effarant que l'Arménie ait encore recours à la propagande nationaliste et tente de se faire passer pour victime, alors qu'elle devrait engager une réflexion sur les actes illégaux auxquels elle se livre depuis longtemps elle-même.

L'attitude sélective et politisée adoptée par l'Arménie à l'égard du droit international et de l'histoire continue de favoriser la propagation d'une animosité inique et d'entraver les véritables efforts visant à définir une mémoire juste et commune. Néanmoins, la Turquie reste déterminée à œuvrer à la réconciliation et à définir une compréhension mutuelle du passé dans le cadre d'une étude historique globale, inclusive et impartiale des événements tragiques de 1915. Nous maintenons cependant que cela doit se faire de manière constructive, posée et coopérative, sans céder de terrain aux coteries qui cherchent à utiliser le passé pour créer un climat d'hostilité et à définir l'avenir sur cette base.

L'ambition de la Turquie pour le Caucase repose sur l'objectif de créer une sphère de paix, de stabilité et de prospérité fondée sur le contrôle de la souveraineté nationale. Nous espérons que l'Arménie saura être un acteur constructif dans cette entreprise. La Turquie est prête à en faire autant, pour autant que l'Arménie démontre sa volonté de prendre des mesures responsables et sincères pour rétablir les liens de courtoisie et de coopération dans la région, qui seront également les garants d'une paix, d'une stabilité et d'une prospérité durables.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 8, 35, 40 et 114, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(Signé) Feridun H. Sinirlioğlu